

## Recherches sociographiques



# Jean-Luc MIGUÉ, *Les nationalismes au Canada : perspective économique*

Jorge Niosi

Volume 21, numéro 1-2, 1980

La Nation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055885ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055885ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Niosi, J. (1980). Compte rendu de [Jean-Luc MIGUÉ, *Les nationalismes au Canada : perspective économique*]. *Recherches sociographiques*, 21(1-2), 205–206.  
<https://doi.org/10.7202/055885ar>

En somme, un ouvrage de référence à l'intention des bibliothèques universitaires ou des chercheurs consciencieux, et qui servira à documenter un nombre limité de sujets particuliers.

Jean-Claude CLOUTIER

*Secrétariat au développement économique,  
Gouvernement du Québec.*

Jean-Luc MIGUÉ, *Les nationalismes au Canada: perspective économique*, Montréal, Institut de recherches C.D. Howe, 1979, 81p. (« Accent Québec ».)

Dans son ouvrage le professeur Migué se propose d'interpréter les options nationalistes des gouvernements canadien et québécois « à la lumière de la démarche économique la plus orthodoxe » (p. 2). Au premier chapitre, il dresse une liste passablement complète des politiques nationalistes des dits gouvernements: barrières tarifaires, contingentement des importations, subventions discriminatoires bénéficiant aux producteurs nationaux, traitement fiscal favorisant ces derniers, politiques d'achat préférentiel, imposition d'un contenu minimum canadien à la programmation des médias électroniques, lois sur la propriété canadienne de ces médias, subvention à l'édition canadienne, nationalisation de la recherche, exclusion ou filtrage des investissements étrangers dans certains secteurs, politiques linguistiques imposant soit le bilinguisme, soit le français, etc. Au deuxième chapitre, l'auteur cherche à montrer que les politiques nationalistes enfreignent les règles de l'efficacité, c'est-à-dire qu'elles amoindrissent le revenu des facteurs de production, imposent des prix plus élevés aux consommateurs et réduisent le bien-être de la population canadienne en général et ce, en diminuant les avantages de la spécialisation internationale en situation de libre-échange. Le troisième chapitre essaie de démontrer que les politiques protectionnistes représentent « une subvention que les acheteurs octroient aux facteurs de production de l'industrie nationale protégée » (p. 41). Au dernier chapitre, l'auteur attribue l'adoption de ces mesures à l'apathie politique des majorités (consommateurs et travailleurs) devant l'activisme politique des propriétaires des facteurs de production (en général membres des professions, propriétaires d'entreprises peu concurrentielles, *managers*, etc.).

L'ouvrage de Migué constitue une excellente introduction à l'analyse du protectionnisme canadien dans une perspective libérale extrêmement orthodoxe. Le chapitre premier en particulier est une démonstration convaincante de la montée du nationalisme au Canada depuis une dizaine d'années. Nous ne voulons pas ici discuter ce fait ni non plus mettre en question la rigueur de la démarche de l'auteur à partir des prémisses adoptées, c'est-à-dire des thèses néo-classiques les plus strictes. Nous voudrions par contre apporter une critique des prémisses elles-mêmes, critique qui, à notre avis, invalide les conclusions.

Migué porte un jugement sévère sur les politiques nationalistes que le Canada et le Québec adoptent présentement. Les Canadiens devraient, selon lui, cesser de protéger leur industrie et leur culture, de subventionner leurs producteurs ou d'acheter préférentiellement des biens produits au Canada car ces politiques réduiraient nos revenus et notre bien-être au profit d'une minorité de producteurs inefficaces. Si nous abolissions nos barrières tarifaires, coupons nos subventions à l'industrie, à la recherche et à la production culturelle, enlevions toute entrave à l'investissement étranger, la main invisible de la concurrence parfaite rendrait à nouveau la souveraineté aux consommateurs, souveraineté temporairement réduite par les distorsions (nationalistes) sur le marché.

Malheureusement les hypothèses sur lesquelles repose cette construction néo-classique ne correspondent en rien à la réalité. La concentration économique de la production a fait de la souveraineté des consommateurs une illusion. Aujourd'hui la concurrence (monopolistique) se fait davantage au moyen de la publicité (artifice qui n'a aucune place dans les thèses néo-classiques) et de la diversification des produits que des prix. Cartellisation ou simple « parallélisme » des compor-

tements, les producteurs s'imitent dans les marchés oligopolistes du XX<sup>e</sup> siècle, et l'ouverture des frontières ne changerait rien à la structure canadienne des marchés car la concentration est aussi élevée ailleurs que chez nous. En outre, le libre-échange est un état de fait très peu fréquent dans l'histoire moderne et contemporaine. Ce qui prédomine c'est le protectionnisme sous toutes ses formes, assorti souvent de guerres commerciales dont les armes principales sont les dévaluations, les zones préférentielles et les accords bilatéraux à long terme. Dans ce monde réel, le pays qui adopterait une politique libre-échangiste, de façon unilatérale, risquerait les pires récessions et une perte massive de population (*cf.* le Chili depuis le coup d'État de 1973, etc.) accompagnée d'une chute du produit national.

Dans leur raisonnement a-temporel, les néo-classiques croient à la mobilité parfaite des facteurs, à la parfaite accessibilité de la technologie (toujours simple et divisible), à l'entière rationalité et connaissance des consommateurs. Aucun de ces présupposés n'est justifié et c'est ce qui explique « l'entêtement nationaliste » que partagent les populations à travers les âges. En ce qui concerne la mobilité de la population, Adam Smith le disait bien, de tous les bagages l'homme est le plus difficile à transporter. Les populations ne se déplacent pas volontairement de pays en pays ou de région en région au gré de la demande d'emploi ; même si les libres-échangistes promettent que les avantages comparatifs créeront plus d'emplois aux États-Unis, qu'ils pourront les prendre, et que ces emplois seront plus rémunérateurs, les Canadiens préféreront rester chez eux, quitte à perdre 10% ou 20% de leur revenu réel. La technologie n'est pas aussi simple et facile d'accès que les néo-classiques le veulent. L'acquisition de capacités technologiques dans les industries modernes (protégées comme elles le sont par des brevets, des secrets de fabrication, etc.), peut prendre des décennies et, une fois acquis, le monopole de ces techniques assure une rente considérable au pays détenteur. En outre, les pays qui ont accédé à la technologie industrielle luttent, et pas toujours pacifiquement, pour la conserver : quatre siècles de colonialisme et de partage du monde en sphères d'influence n'ont laissé aucune trace dans la pensée néo-classique, mais ils ont provoqué (et provoquent) des ravages parmi les populations du Tiers-Monde forcées de produire des matières premières et des aliments pour les sociétés capitalistes industrielles. Enfin, le consommateur a besoin d'être éclairé car il est incapable de se retrouver dans ce marché où des milliers de produits s'efforcent de conquérir son attention et de se présenter comme étant irremplaçables.

À fausses prémisses, fausses conclusions. L'auteur croit prendre parti pour la majorité des consommateurs et des travailleurs, apathiques victimes des professionnels et des hommes d'affaires nationalistes. Il arrive toutefois que les travailleurs sont en politique les plus fermes défenseurs du nationalisme (au Canada, le Nouveau parti démocratique) et que les politiques libres-échangistes extrêmes ne jouissent pas d'une popularité énorme, si l'on croit au baromètre électoral. En outre, ce type de politique ultra-libérale n'a pu être appliquée que dans des conditions de dictature militaire (Chili en 1973, Uruguay en 1970, Argentine en 1976) qui supprime le jeu électoral au complet. Ici « l'apathie politique » n'est pas la cause des politiques nationalistes mais elle est bel et bien l'effet de la prise du pouvoir par les ultra-libéraux. Enfin, ces dictatures à idéologie économique néo-classique sont approuvées par les plus puissants milieux d'affaires et par les plus riches professionnels, ceux-là même qui seraient, selon Migué, les fervents du nationalisme.

Au Canada, les compagnies dominantes sont libérales. Ce sont celles qui financent et dirigent, entre autres, l'Institut de recherche C.D. Howe. Ces entreprises sont libérales parce qu'elles peuvent affronter la concurrence internationale sur le marché domestique comme ailleurs. Le nationalisme est une idéologie des travailleurs (dont le N.P.D. est le parti) et des petites et moyennes entreprises (dont Walter Gordon est le porte-parole). Les jeux politiques sont loin d'être ceux que l'auteur décrit, et les intérêts qu'il défend ne sont peut-être pas ceux qu'il croit défendre.

Jorge NIOSI

*Département de sociologie,  
Université du Québec à Montréal.*